

ILS N'ONT PAS ENTENDU ? NOUS PARLERONS PLUS FORT !!

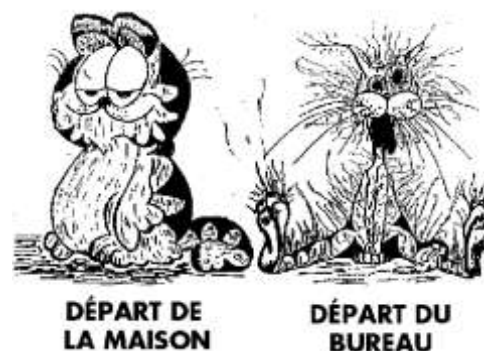


Missions de service public, qualité de service rendu (aux usagers, allocataires, pensionnés), bien-être au travail pour tous les salariés, augmentation générale des salaires, qualification et embauches pérennes.....des valeurs qui seraient aujourd'hui à jeter au placard parce que ringardes ou trop éloignées du modernisme d'aujourd'hui ?

Non, ce n'est pas être « moderne » que de fermer les services publics ou rendant un service au public comme c'est le cas dans l'ensemble de nos organismes de Sécu ! Ce n'est pas non plus « moderne » que d'en modifier les organisations par le « tout informatique ».

Non, ce n'est pas être « moderne » de remplacer les salariés chargés de l'accueil et du conseil au public par des contrats précaires comme les services civiques sans aucune perspective ni garantie pour ces derniers. Déqualifier les uns en les cantonnant à des tâches rébarbatives, précariser les autres pour mieux les jeter dehors, ce n'est pas non plus cela la modernité ! Sous prétexte de simplification, c'est la course effrénée aux gains de productivité avec moins de personnel, segmentations, externalisations, fusions, robotisations qui ne font qu'appauvrir les métiers.

Les mots ont leur signification : on ne parle plus que d' « assurance, agences, clients, Benchmark, production, cœur de métier, segmentation des tâches, listing, liquidation, vérification... Des terminologies qui déterminent des organisations destructrices de nos emplois et à 1000 lieues de nos missions de service aux assurés.



120 000 suppressions d'emplois sont annoncées chez les fonctionnaires. A la Sécu, les PLFSS se succédant, c'est toujours moins de personnel, moins de rémunération, moins de qualification pour un service au public de plus en plus dégradé.

Et les ordonnances MACRON vont encore aggraver la situation : demain, nous n'aurions même plus aucune garantie du maintien de nos emplois (convention collective vouée au musée, licenciements facilités, rupture collective de contrat,)

Les luttes s'organisent et le nombre d'intersyndicales croît malgré des oppositions d'appareils qui pourraient trouver leur compte dans une dérive libérale.

Et demain :

Qui nous protégera des licenciements de masse ? Macron ?

Qui nous garantira notre Convention Collective Nationale déjà remise en cause par des directions avant-gardistes ? Macron ?

Qui gardera vos enfants quand vous n'aurez plus droit aux congés enfants malades ? Macron ?

Et qui vous défendra quand vos élus devront choisir entre Comité d'Entreprise, CHSCT ou Délégué du Personnel ? Macron ?

Regagnons nous-même notre démocratie !

Nous sommes légitimes !

Nous sommes les acteurs de notre protection sociale !

Joignons nous, salariés des organismes de sécurité sociale, aux appels des services publics, des services aux publics et des professions qui pensent qu'il y a d'autres voies que l'enfermement, le repli et l'individualisme.

A partir du 10 octobre dans la rue et dans tous les lieux de blocages, grèves et actions contre les ordonnances Macron et la Loi Travail XXL !

